le monde libertaire hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 284 JEUDI 19 OCTOBRE 1978 3 F

VINGT-CINQ ANS APRÈS LA DÉCOLONISATION

QUE RESTE-T-IL DES ESPOIRS DES PEUPLES « DÉCOLONISÉS » ?

A L'instant où je m'installe à ma table de travail, la radio annonce avec un point d'interrogation *« la destitution possible de Boumedienne »*. Vrai, faux ? Lorsque le lecteur lira ce texte, il « saura ». Mais cette nouvelle, vraie ou fausse, peut laisser indifférent un militant qui, il y a près d'un quart de siècle, vécu cette période importante de notre vie sociale et politique, la décolonisation! Et revoir défiler devant mes yeux ces années difficiles me conforte une fois de plus dans l'idée que seul l'anarchisme voit clair et peut nous permettre de démêler l'essentiel à travers les intrigues politiques même lorsqu'on les pare des adjectifs les plus somptueux. Période difficile surtout parce qu'à cette époque, comme d'ailleurs à d'autres, nous fûmes assiégés par des « impatients » braillant des slogans appris dans les officines marxistes. J'ai devant les yeux les numéros de notre journal *Le Monde Libertaire* de cette période! Que disions-nous ? Que nous n'avions rien à faire en Algérie ou autre part. Que le capitalisme exploitait ces peuples. Que nous n'avions pas à fournir de soldats pour conserver un empire colonial fruit de la guerre et de la rapine. Mais parallèlement nous mettions en garde ces populations exploitées contre leurs « libérateurs ». Nous expliquions que la bourgeoisie locale, que nous avions nous -mêmes créée et instruite dans nos écoles, ne songeait pas à les libérer, mais simplement à prendre la relève de notre classe dirigeante pour les exploiter à leur tout suivant des méthodes que nous leur avions apprises!

Et ce fut une levée de boucliers, non seulement à travers les groupuscules marxiens qui nous entouraient, mais aussi parmi les quelques « révolutionnaires de préaux d'écoles » qui s'étaient introduits parmi nous et qui prétendaient donner le

(suite page 8)

Au-delà de la grève des cheminots

S.N.C.F. : FIN D'UN « SERVICE PUBLIC »

LA SNCF est mourante et l'inquiétude est grande chez les cheminots; depuis deux ans, ils ressentent durement les mesures répressives du plan Barre et le ras-le-bol est tel que la combativité démontrée lors des dernières grèves s'explique facilement. Le pouvoir frappe actuellement sur tous les fronts : sécurité, compression du personnel, conditions de travail, salaires et renforcement de la discipline. De plus, une sombre épée de Damoclès plane au-dessus des têtes des cheminots : le rapport Guillaumat. Cette menace, d'ailleurs, est aussi dirigée contre les voyageurs...

Face à cette situation très grave de démentellement d'un service public, la réaction de nos braves centrales syndicales est d'appeler à des grèves de 24 ou 48 h, ou bien, quand elles ne peuvent pas faire autrement, de céder sous la pression de la base, puis de tout faire, dans un deuxième temps, pour endiguer le mouvement. Pourtant, la dernière grève nationale a été très largement suivie (de 60 à 80%) et la direction a dû reculer au sujet de la suppression d'un deuxième agent sur les transports postaux et son remplacement par un agent des PTT. A St-Etienne, les cheminots ont occupé leur gare, à St-Lazare les roulants ont débrayé pour soutenir un de leurs camarades injustement obligé de repasser un des fameux « examens psychologiques » de la SNCF. Les cheminots en ont marre et leur révolte ne fait que commencer à se manifester.

Les conditions de travail du cheminot se sont considérablement dégradées; la direction a mis le paquet pour supprimer, dès que l'occasion s'en présentait, un poste ou plusieurs, tout en ne remplaçant pas les départs en retraite, et en allongeant les roulements au maximum. 5120 emplois ont disparu en un an. En 1938, la SNCF comptait 514 000 agents, en 1976 elle n'en comptait plus que 271 000 et le chiffre a encore baissé. Par contre la productivité de travail a considérablement augmentée, mais ni les usagers ni les agents n'ont bénéficié de cet état de fait. La SNCF prétend être une entreprise garantissant la sécurité. Elle ment! Les accidents du travail sont en hausse de plus de 12%, de plus les catastrophes ferroviaires sont également plus nombreuses. Les responsables en sont la « rentabilité à tout prix » et les suppressions de postes qui mettent en danger la vie des voyageurs et des cheminots. L'exemple le plus frappant en est la conduite à agent seul, car avec des horaires plus écrasant, l'attention du mécanicien se relache, et rien ne peut remplacer la présence d'un autre compagnon de route.

Pour garantir une pseudo-

(suite page 4)

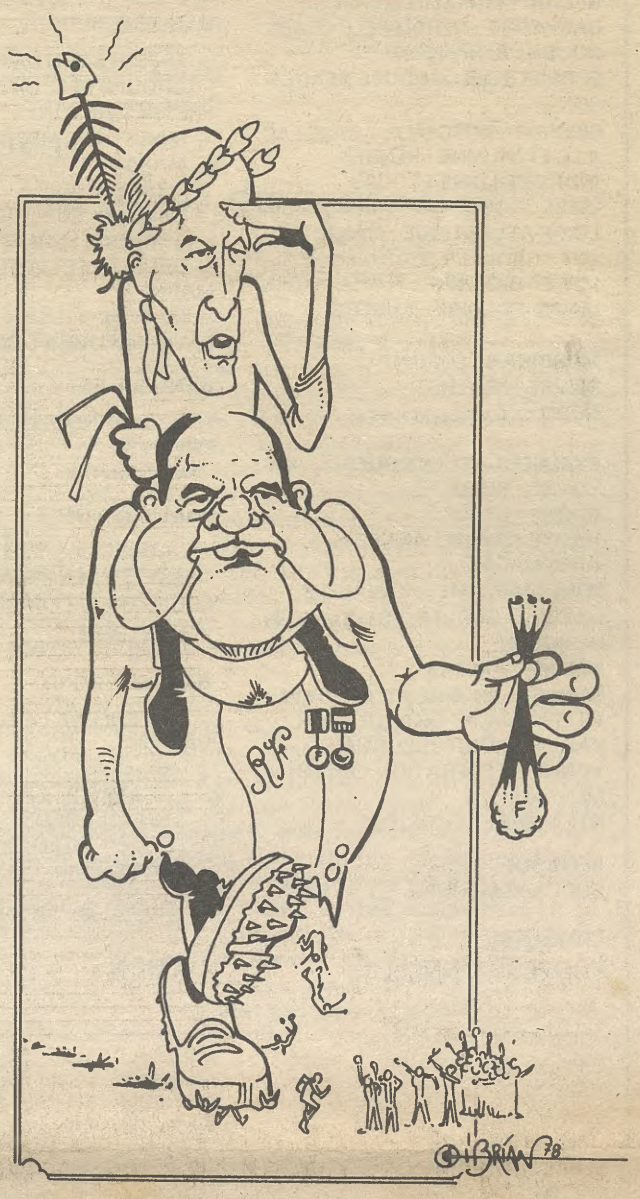
Cheminots et postiers ont brisé le calumet de la paix

*

DÉTERRONS LA HACHE DE GUERRE

*

Contre les coupeurs de vivres



Changer les prisons pour garder la Prison

MALGRÉ l'immense réprobation qu'avait soulevée, dans les milieux libéraux du monde judiciaire, la présentation hâtive par Peyrefitte d'un projet de loi modifiant l'exécution des peines, le gouvernement a obtenu presto l'aval des représentants du commerce du peuple pour que ce projet n'en soit plus un.

Après ratification par le Sénat et publication du texte de la scélératesse et de la frousse, les condamnés à une peine égale ou supérieure à dix ans de détention se verront automatiquement appliqués un régime dit de sûreté pour une durée variant entre le moitié et les 2/3 de la peine, à l'appréciation du tribunal, temps pendant lequel ils ne bénéficieront d'aucune permission de sortie et ne pourront espérer une libération conditionnelle, une semi-liberté. En outre, ce régime sera facultatif pour les condamnés à des peines de 3 à 10 ans.

D'autre part, sous le régime de droit commun, les permissions de sortir ne ressortirons plus de la seule décision du juge d'application des peines, magistrat suspect d'une trop grande indulgence aux yeux des auteurs de cette loi, mais elles relèveront d'une commission composée en sus de celui-là, du procureur et du directeur de la prison.

Pour ceux qui croient en la possibilité d'une bonne justice pénale, c'est, au-delà d'une remise en question d'une relative souplesse instaurée au lendemain des mutineries de 74, une contradiction scandaleuse au principe d'individualisation de la peine procédant d'une farouche et sinistre volonté de punir. Punir un acte, sans considération pour le cas individuel, pour l'homme.

Pour les détenus, c'est de l'espoir qui s'en va.

Pour les rognures de *France-Suaire, L'Haureure* et autres *Parisien Dégénéré* en campagne contre un nouveau « mal du siècle », l'insécurité des Français c'est la satisfaction.

Pour les détenus, ce sera quelques points de hausse dans la statistique de leurs suicides. C'est le soulagement, peut-être, pour ces Français qui se sentent menacés dans les illusoires richesses que leur concède le Capital, dont la peur de la mort est agacée des récits complaisants d'agressions dans les sous-sols de grands ensembles étalés sur 6 colonnes à la Une, et dont l'obscure sentiment de frustration, d'ennui, de malaise engendré par ce système social pourri, trouve son ersatz dans ce qui est désigné par les manipulateurs de l'appareil idéologique « information » par le terme d'insécurité. Terme particulier celui-là, opposé au terme générique d'insécurité que nous appelerons exploitation.

Côté gouvernement, que voilà une belle manifestation d'autorité, une démonstration de plus de la vacuité du principe de la séparation des pouvoirs. Pour les détenus enfin, il reste la colère et la révolte.

Pour nous, l'occasion malheureuse de parler des prisons, de rappeler quelques vérités occultées par l'autre presse - la grande -, de dénoncer les oubliettes du régime, de redire que des détenus, aussi, luttent contre un autre aspect de la société de classes, de réaffirmer l'inaliénabilité de la liberté.

Michel Foucault a montré que la prison était *« l'invention de toute une technique de surveillance, de contrôle, d'identification des individus, de quadrillage de leurs gestes, de leurs activités, de leur efficacité. Et cela depuis le 16e, 17e siècle, à l'armée, dans les collèges, les hôpitaux, les ateliers. Une technologie du pouvoir fin et quotidien, du pouvoir sur le corps »*.

Ainsi la prison apparaît avec l'Etat centralisé de l'absolutisme royal, et si l'enfermement est alors le privilège des castes et ordre supérieurs - les pauvres, on les fouette, on les mutile, on les massacre -, la révolution bourgeoise de 1789 va, en prétendant l'universaliser, le « démocratiser », en faire un phénomène de classe. L'institution Prison, symbole de l'ordre et de la domination bourgeoise va se constituer à l'époque de la révolution industrielle essentiellement

(suite page 3)

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : NICE
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
DOUBS : BESANÇON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS

MORBIHAN : LORIENT
NIEVRE : NEVERS
NORD : VALENCIENNES

PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
RHÔNE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY ANNEMASSE
SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE - GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : REGION TOULONNAISE
YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
LIAISON DES POSTIERS
LIAISON DES CHEMINOTS
(édite Voie Libre)
LIAISON DU LIVRE
CERCLE INTER-ENTREPRISE DE CALBERSON (Paris 18e)
CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD

– FRESNES-ANTONY
– GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
– MASSY-PALAISEAU
– MASSY
– ORSAY-BURES
– SAVIGNY SUR ORGE
– CORBEIL ESSONES
– BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
– DRAVEIL
– VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

– GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
– MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

– GROUPE DES YVELINES
– ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON BOULOGNE-BILLANCOURT
– NANTERRE

BANLIEUE NORD

– VILLENEUVE-LA-GARENNE, LEVALLOIS
– ASNIERES
– COURBEVOIE-COLOMBES
– SEVRAN-BONDY
– AULNAY-VILLEPINTE
– ARGENTEUIL

* * *

LIAISONS

De l'Aisne, La Ferté-Macé Flers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Centre Bretagne, Nimes, Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie « La tête en bas » - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de « Culture et liberté » - 72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe de Lyon : le samedi de 15 h à 17 h, palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18e.

Groupe Courbevoie-Colombes : les seconds et quatrièmes samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184 bd. St-Denis à Courbevoie.

Groupe Germinal : tous les mardis au café « Le Danton », rue du Commerce Paris 15e, de 18 à 19 h. Tous les mercredis au café « Le tabac », à Meudon, de 18 à 19 h. Tous les jeudis au café « Le métropole », avenue de la République à Issy-les-Moulineaux, de 19 à 20 h 15.

Groupe Proudhon de Besançon : tous les samedis de 15 h à 17 h, 97 rue Battant à Besançon.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES
PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	35 F	55 F	40 F
6 mois	65 F	110 F	80 F
12 mois	125 F	210 F	150 F

* Tarif Etranger: RFA, Bénélux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N°..... (inclus). Pays.....
O Abonnement O Réabonnement
Règlement (à joindre au bulletin):
O Chèque postal O Chèque bancaire O Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

Le groupe de Grenoble de la F.A. organise VENDREDI 20 OCTOBRE à 20 h 30 à l'ancienne Bourse du Travail UN MEETING avec la participation de Maurice Joyeux

---

Le groupe libertaire Louise Michel organise JEUDI 26 OCTOBRE à 20 h 30 en son local 10, rue Robert Planquette Paris 18e une conférence-débat sur la thème LES ANARCHISTES FACE AUX RADIOS LIBRES ET A L'INFORMATION avec la participation d'un camarade des « Déglings »

DÈS OCTOBRE
Le groupe libertaire Louise Michel organisera le dernier vendredi de chaque mois de 18 h à 20 h une permanence consacrée aux PROBLÈMES DES FEMMES

le premier samedi de chaque mois de 16 h à 17 h 30 une permanence consacrée aux CHÔMAGE ET DROIT DU TRAVAIL

Pour toute correspondance, indiquez votre adresse.

Les groupes de Savigny/Orge Draveil, Villeneuve-St-Georges de la Fédération Anarchiste les participants à l'assemblée générale du 12 octobre à Savigny/Orge concernant la préparation et l'élaboration d'une journée d'information sur l'autogestion font savoir que suite à des contretemps le communiqué d'appel n'est pas paru dans la presse dans les délais prévus

Aucune décision n'ayant été prise un communiqué avisera de la tenue d'une autre assemblée générale

Un groupe libertaire est en formation à Angoulême. Tous les libertaires de Charente sont invités à le contacter.

Une liaison va se créer à Grasse dans les Alpes-Maritimes. Ecrire aux R.I.

La liaison FA de Poitiers invite tous les libertaires de la ville et des environs à venir la contacter. Possibilités aussi d'entrer en contact avec les libertaires de Chatellerault.

Directeur de la publication
Maurice Laisant
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie «Les marchés de France»
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépot légal 44 149 - 1e trimestre 1977
Routage 205-Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

SOUSCRIPTION

PUBLICO CCP 11289 15 M PARIS

Cette sousciption doit nous permettre de réunir 200 000 F afin de pouvoir changer de locaux, de continuer la formule du *Monde Libertaire Hebdomadaire* avec numéro spécial de 12 pages chaque mois.

MARYNUS	10	RAYNAUD	48
PUBLICO	117	PRIN	50
PEYRAUT	10,50	ODANT	8
LEPAUT	25	DEVRIENDT	100
VERLHAC	40	Gr. du 14e	500
Gr.KROPOTKINE	140	Gr. L.MICHEL	200
ANDRES	75	BAYARD	125
Gr.MALATESTA	1000	GIL	6
CROUZATIER	25	LACOMBE	100
Gr.VOLINE	200	SANCHEZ MATEO	30
PERIN	50	FARCY	5
DUSSART	10	CHION	35
DUVERNAY	25	COLLART	300
MABILAT	63,70	GRANIER	20
AGRY	127		
RICHARD	50	TOTAL	3995,20

Une nouvelle affiche...

Cette affiche, éditée par le groupe de Montreuil, peut être achetée ou commandée à Publico au prix de 0,40 F à partir de 10 exemplaires. Au dessous de 10 : l'affiche 1 F 50.

ABONNEMENTS DE DIFFUSION

3 mois/5 ex.....95 F
6 mois/5ex.....180 F
12 mois/5ex.....300 F
3 mois/10 ex.....170 F
6 mois/10 ex.....300 F
12 mois/10 ex.....550 F

— 25%

Jusqu'à la fin du mois d'octobre, nous accordons une réduction de 25% sur des livres anciens aux titres les plus variés ainsi que sur tous les disques en rayons. Qu'on se le dise!

en bref...en bref...

Les camarades de Nevers présentent leurs vifs remerciements au *Journal du Centre* qui offrait, dans son édition du 4 août, une photo de famille de leurs anges-gardiens neversois, Les R.G., manifestant intra-muros, suite au décès d'un policier lors de l'affaire de l'ambassade d'Irak. Ça peut toujours servir, pas vrai ?

Depuis le 28 septembre, les travailleurs de Mecalev à La Machine (Nièvre), groupe Creusot-Loire, sont en grève à 90%. Ils réclament un changement d'échelon pour tous. La direction faisant la sourde oreille, ils entendent poursuivre la lutte jusqu'au bout. Aux dernières nouvelles, 6000 chômeurs dans la Nièvre...

Intoxications

Du côté de chez Simone Veil et Christian Beullac, respectivement ministres de la Santé et de l'Education, on s'inquiète du penchant que les jeunes éprouvent pour le tabac. Une campagne nationale d'information a eu lieu car on indique que 46% des lycéens de douze à dix-huit ans déclarent fumer, ne serait-ce que de temps en temps.

Ces résultats sont alarmants bien sûr, mais en matière d'intoxication il y a plus grave. Dans ce même milieu où l'on enseigne « travail-famille-patrie », et selon notre propre enquête, plus de deux jeunes sur trois croient à ce qu'on leur raconte...

Absurdité réactionnaire petite bourgeoise

Staline l'a dit : « ... *tout léniniste sait (s'il est un véritable léniniste) que l'égalisation dans le domaine des nécessités et de la vie individuelle est une absurdité réactionnaire petite-bourgeoise...* ». Fort de cette affirmation, M. Ceaucescu, chef suprême de Roumanie et fidèle disciple du petit père des peuples, s'était offert un yacht avec équipage et tout et tout.

Hélas, en Roumanie comme partout, la reconnaissance envers ses employeurs se perd, et les valets de sa majesté Ceaucescu ont choisi de devenir ceux du « grand capital » en se réfugiant en Turquie à l'aide de ce yacht qui ne leur appartenait pourtant pas.

Comme dirait Marchais, qui passa des vacances en Roumanie et qui a dû goûter au plaisir du yachting avec son confrère roumain, « c'est un scandâàle »!

Julien ROBIN

Samedi et dimanche 8 et 9 octobre, les CLO se sont réunis en Collectif National à Chaumont. Ils ont réaffirmé leur refus de toutes négociations pour un nouveau service civil. Ils appellent les antimilitaristes à se rassembler dans la campagne pour la suppression des TPFA et dans le soutien aux paysans du Larzac et à tous ceux en butte aux tracasseries de l'armée.

Changer les prisons pour garder la Prison

(suite de la page 1)

comme un lieu d'exclusion de la collectivité, sanction d'un comportement hors de la normalité, de la morale et de la loi définies par la bourgeoisie et que par un superbe camouflage idéologique, elle désignera comme normalité, morale, loi universelle - de la société tout entière - quand elles ne servent que ses intérêts de classe dominante.

Aujourd'hui, 95% des 35 000 encagés sont des prolétaires, des villes surtout, 9% d'entre eux sont illétrés, 50% sans qualification, ce qui fait dire à Serge Livrozet que la révolte en actes illégaux de la quasi-totalité des voleurs et des criminels, qu'ils la justifient ou non, qu'ils l'analysent ou non, s'explique par *« leur vision exacerbée du monde peu reluisant qui les entoure et qu'une éducation appropriée à faire accepter la société en bloc n'a pas réussi, du fait qu'ils ne l'ont pas reçue ou qu'ils s'y sont montrés imperméables pour des raisons de lucidité ou de sensibilité personnelle ».*

Sur une année, de 100 à 120 000 personnes - dont 45% de moins de 25 ans - transitent par quelques 180 maisons d'arret et centres de détention, c'est beaucoup plus que leur capacité d'accueil réglementaire.

Les maisons d'arrêt piègent des prévenus en attente de jugement (43% de la population incarcérée), beaucoup verront leur détention provisoire se prolonger alors que la plupart des jugements prononceront la relaxe, le non-lieu, le sursis ou une peine réduite.

En fait d'hôtels « 4 étoiles », les bâtiments sont souvent vieux, mal entretenus. 85 établissements possèdent une installation sportive et c'est rarement un stade.

Pour rompre l'isolement, tromper la détresse, tuer le désir, pas d'autres choix que les études, le travail, les sédatifs. En 1976, 65% des captifs ont cherché dans les études un remède à la solitude, une distraction et la chance d'une remise de peine récompensant un succès d'examen. Mais il faut généralement abandonner les études quand on a le « bonheur » de trouver un travail. Le n° 54 des dossiers et documents du *Monde* consacré à la prison fait mention pour l'année 77 de 8 500 captifs employés par le secteur privé dans leurs cellules, pour moins de 500 F brut par mois, de 1 000 captifs employés pour un salaire mensuel de 850 F par la Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires pour ses besoins propres et de plus en plus en sous-traitance par le privé.

La prison est un monde clos qui reproduit le monde extérieur avec ceci que la hiérarchie, l'oppression et l'exploitation y prennent une forme plus brutale.

Les exactions Peyrefitte, signe d'un durcissement, sont aussi la marque d'une technicisation de l'appareil d'Etat Justice qui, s'étendant, se diffusant, pourrait dans un avenir proche, aidé en cela par des mutineries que sans être sorcier on peut voir arriver bientôt, se permettre de répondre favorablement à des réformes jugées encore aujourd'hui irrecevables. D'un côté, marginalisation et rejet dans des centres pénitenciaires ultra-modernes à l'extérieur des villes, à l'image de certaines prisons allemandes construite en partie sous terre, d'une population irrécupérable pour le système, dépistée grâce aux moyens psychotechniques, au fichage informatique.

De l'autre, hors les murs, tendance à la multiplication d'animateurs, éducateurs en milieu ouvert, personnels de prévention, îlotage, contrôle et ouverture des établissements à régime droit commun, extension du régime de semi-liberté (travail au-dehors et retour pour la nuit en prison), droit de vote, participation politique, syndicalisation, expression encadrée de la sexualité, etc.

Des réformes pour rendre tolérable l'inacceptable, la privation de liberté, la vindicte étatique!

Gr. Emma Goldman

Pour « Légitime défense » seule la répression peut être dissuasive

M. François Romerio, ancien président de la Cour de sûreté de l'Etat et président de l'association « Légitime défense » a ouvert un « tour de France » d'information à Nancy. Il a prêché pour la peine de mort et s'est plaint de la « légèreté » des peines infligées de nos jours.

Bien sûr, pour un honnête homme comme Romerio, seule la répression peut être dissuasive : il n'y a pas d'autres moyens d'action pour quelqu'un qui ne remet pas en cause cette société. Mais la répression ne résoudra jamais rien, car on ne supprime pas les effets sans avoir détruit les causes d'un mal.

M. Romerio devrait simplement ouvrir les yeux un peu plus.

Il voit la violence, mais voit-il l'ennui et la fatigue dans les usines où tout contact humain est banni, voit-il la misère et l'isolement de chacun dans des cités où des milliers de gens s'entassent

Qui construit ces cités-dortoirs et ces usines, est-ce le délinquant ?

Non, c'est un honnête homme qui viendra s'étonner quand on lui dira que quelqu'un peut voler et même tuer pour une somme infime! Evidemment cet honnête homme ne connaît pas les fins de mois difficile lui!

Et qui, par sa publicité intoxicante provoque à la consommation (et donc au vol pour celui qui n'a pas les moyens) ? On pourrait décrire ce monde pourri pendant des heures.

Mais nous parlions de violence, je m'aperçois que je n'y suis pas : j'aurais dû vous montrer des jeunes assomant un vieux pour lui piquer sa retraite, un postier se faire attaquer pour le contenu de sa sacoche et des choses dans ce genre. Excusez-moi, M. Romerio, si je vous ai dérangé.

Ces anarchistes alors, il faut toujours qu'il détourne la conversation! Vous essayez de savoir si, contre la violence, il vaut mieux appliquer la peine de mort ou la prison à perpétuité, et eux ils vous parlent changement de société. Et ils sont dangereux, vous savez! Je crois que la peine de mort ça leur apprendrait à vivre un peu!

Daniel
(Gr. Agen)

Justice ou prison

Roland Agret, au nom de la « Ligue Justice-Prison », qu'il anime, organisait à Nîmes une manifestation de solidarité avec un détenu. Le slogan principal était : « *Justice pour tous, inculpez Schrub* ». Schrub est le nom du juge mêlé à l'affaire.

Nous nous rappelons tous la lutte menée par Agret pour atteindre l'autre côté des barreaux et nous nous étonnons qu'un homme animant une organisation au titre ronflant, se fasse le porte-parole de la répression. Peut-ón, au nom de la Justice, réclamer à cor et à cri l'emprisonnement d'un individu, tout juge soit-il ? Cette réclusion résoudrait-elle en quoi que ce soit le problème bien plus important de la suppression de la liberté de l'individu dans la société ?

Quant à nous, au nom de la « Justice pour tous », nous luttons et nous rallions à un slogan tel que « *suppression de toutes les prisons* », meilleur garant de la liberté individuelle et moyen de pression sûr pour tenter de libérer tout détenu, politique ou de droit commun.

S.R.Ext.

Humanisme...

On sait que si tout se passe bien, et il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit pas ainsi, la convention de coopération pénale, le fameux « espace judiciaire européen », née de l'imagination fertile des dirigeants français, sera devenue réalité au cours de l'année 1979.

Cette convention s'étend à cinq domaines, dont le transfert des détenus. Evoquant ce point, M. Peyrefitte, notre ministre de la Guillotine et du Mitard, a tenu à insister sur son aspect... « *humanitaire* », expliquant que tout détenu dans un pays étranger pourrait, s'il le désire, accomplir sa peine dans une prison de sa propre patrie.

Quelle touchante attention en effet, et quelle joie pour le prisonnier de savoir que l'air que respire les autres, au dehors, est celui du pays où il a vu le jour. Quant à Peyrefitte, ce dangereux imbécile, en France ou à l'étranger, lui non plus ne manque pas d'air...

Hélène VARELIN

Une lettre de P. Gosselin

Philippe Gosselin, insoumis à l'armée, qui était détenu à Rennes (voir ML précédents) a été remis en liberté en attendant de passer en jugement. Voici la lettre qu'il nous a adressée...

Liberté ?

Ils m'ont donc relaché. Après 3 mois de détention, une bonne mobilisation des comités de soutien, 12 jours de grève de la faim, ils m'ont remis en liberté. Mais est-ce définitivement ? Est-ce provisoirement ? Est-ce pour démobiliser les camarades qui me soutiennent ? Est-ce vraiment la liberté lorsqu'un jugement d'un tribunal d'exception peut encore tout remettre en question ? Allez donc savoir ce que nous préparent les stratèges de l'armée française! Et puis cela fait peut-être partie des secrets de la défense nationale contre l'ennemi intérieur ? Alors ne battons pas en retraite et restons sur le front antimilitariste, pour employer un langage cher aux patriotes buveurs de Ricard, joueurs de Tiercé, supporters de l'équipe de France en Argentine et acheteurs français. Non, ne nous démobilisons pas afin de parer à toutes éventualités de la part des autorités militaires qui profiteront certainement du moindre relachement de notre part. Il faut en effet continuer à lutter contre la militarisation à tous les niveaux de la société en s'insoumettant totalement et en soutenant activement les insoumis actuels et à venir. Seul un réel effort de notre part permettra de faire reculer l'armée dans la vague de répression engagée contre les insoumis. C'est pourquoi il est nécessaire qu'il y ait une plus forte mobilisation dans le soutien collectif (comités de Lisieux, Le Havre, Rouen, Caen, St-Lô, Rennes) et individuel afin d'obtenir un verdict allant dans le sens d'une régression de la répression.

Avec toutes mes salutations libertaires.

Philippe GOSSELIN

S.N.C.F.

FIN D'UN « SERVICE PUBLIC »

(suite de la page 1)

sécurité, les dirigeants SNCF pondent des tonnes de règlements qui, la plupart du temps, ne sont lus par personne, et ils se retrouvent ainsi couverts par la loi; cette méthode est très pratique, elle permet de rejeter la faute sur le simple agent, dès qu'il y a un pépin! *« Il n'y avait qu'à lire le règlement! »* Les archives du Vatican feraient figure de « parents pauvres » à côté des milliers de notes de service que rédigent tous ces technocrates besogneux. D'ailleurs, toute cette maîtrise hargneuse, ces cadres oisifs, incompétents et serviles passent la majeure partie de leur temps à distribuer des « 7 p 1 » (punitions qui occasionnent des retraits sur la paye), et en aucun cas à améliorer la sécurité de l'entreprise. Cette hiérarchie, semblable à celle de l'armée, écrase avec un autoritarisme grandissant le cheminot, et n'hésite pas à se lancer dans des « chasses aux sorcières », dès qu'elle localise des « éléments troubles » qui osent se dresser contre leur autorité.

Quant aux congès et aux jours de repos, leur obtention d'une façon rationnelle et désirée relève du tour de force! Les agents des triages, des gares et les roulants sont astreints à des horaires inhumains; travail de nuit, les samedis, dimanches et fêtes, les compensations sont maigres, les agents en réserve ne savent même pas ce qu'ils feront d'un jour à l'autre, et à propos des congès, allez demander à un roulant s'il peut obtenir les mois de juillet ou d'août! Il éclatera de rire!

L'Etat est le principal actionnaire de la SNCF depuis 1937, et celle-ci a été déclarée « service public ». Mais actuellement, le pouvoir, appliquant fidèlement le plan Barre, veut, d'une part, casser le statut du cheminot (sécurité de l'emploi, facilités de circulation, avantages médicaux) et, d'autre part, se débarasser de la notion de service utile (bradage ou suppression de toutes les lignes secondaires et de tous les tarifs avantageux). C'est la privatisation des transports ferroviaires, au profit de toutes les compagnies routières de transport : compagnies de cars ou entreprises de transports internationaux (Helminger, Calberson).

Quand on sait qu'au sein de ces compagnies internationales la main-d'œuvre employée est intérimaire, donc peu de grèves, on comprend que le pouvoir ne veut plus prendre le risque de voir les transports bloqués en cas de grève générale, comme ils peuvent l'être actuellement par les trains. Il est utile de préciser que la SNCF est majoritaire dans des sociétés telles Helminger et Calberson! Quant aux usagers, ils verront les tarifs une nouvelle fois augmenter, de plus certaines dessertes seront très mal desservies (des zones rurales vont encore disparaître).

En fait, le pouvoir pousse la population à se retourner complètement sur la voiture comme moyen de locomotion. Cela fait de nombreuses années que l'Etat brade la SNCF et distribue les parts les plus juteuses aux compagnies privées. La SNCF « vend » ses wagons de marchandise à des « particuliers », qui ne sont que des grandes entreprises multinationales, et 60% du trafic s'effectue sur ces wagons. Elle accorde des tarifs préférentiels à ces sociétés et le déficit est comblé avec les deniers du peuple. Sa dernière mesure anti-sociale est l'augmentation du prix des transports et l'application d'un nouveau barême (le barême rose) qui est une véritable mesure répressive et qui plus est une escroquerie (voir *Voie Libre* n°6).

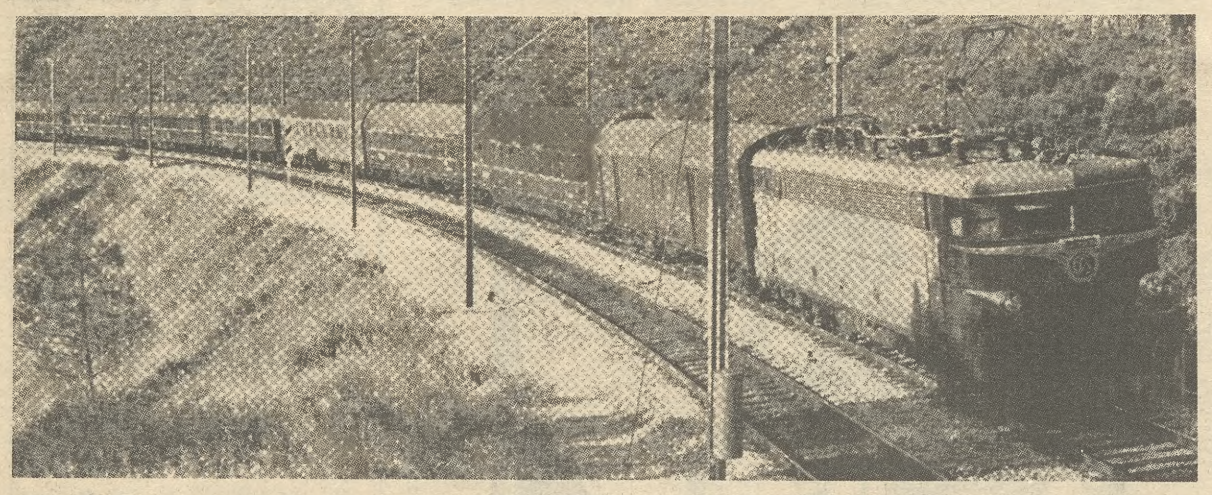
Mais le couronnement de la liquidation de la SNCF est sans nul doute le rapport Guillaumat qui, nous le rappelons, est le président de ELF-ERAP. En 1982, le contrat passé entre la SNCF et l'Etat prend fin et la voie est donc libre pour restructurer selon les besoins des capitalistes, cette société qui, finalement, était vraiment trop « sociale ».

D'après ce rapport, la SNCF ne sera plus dénommée service public (cela signifie la suppression de tous les tarifs utilitaires : famille nombreuse, congés annuels et cartes hebdomadaires. La banlieue de Paris passera au RER). Une fois de plus, des suppressions de ligne sont prévues : 12 000 kms de lignes voyageurs. La SNCF ne serait composée que de grandes lignes couvrant les trajets principaux de la France et desservant les grandes villes. La SNCF ne garderait que les trains de luxe, les rapides à supplément et les express principaux. Quant au réseau omnibus, il serait laissé aux collectivités locales... on devine l'âpre concurence et le « bordel » que cela occasionnerait. Et dans bien des cas cela entraînerait l'absence totale de transport en commun! Il y aurait 2604 gares fermées, leur nombre passerait de 4253 à 1649. Les transports ferroviaires deviendraient donc considérablement plus chers pour l'usager et peu pratiques! Ce plan de « remodelage » entraînerait la suppression de 40000 cheminots, la fin de la SNCF en tant qu'entreprise. Nous reviendrons au « bon vieux temps » des anciennes compagnies ferroviaires que raconte Zola dans *La bête humaine*.

Ce n'est certes pas avec des grèves de 24 h ou 48 h que les cheminots empêcheront ce projet d'aboutir, mais en se mobilisant avec force dans une grève générale illimitée et reconductible de 24 h en 24 h et en tentant de la transformer en une grève gestionnaire, avec cet esprit de solidarité qu'ont montré les camarades de St-Lazare ou de la gare de Lyon, et cette volonté de combativité qu'ont montrée les camarades de St-Etienne en occupant leur gare malgré la présence des flics!

Les cheminots anarchistes lutteront coude à coude avec leurs camarades de boulot et feront le maximum dans la mesure de leur nombre pour insuffler un esprit d'action directe dans les prochaines luttes.

Patricio SALCEDO
(Liaison des cheminots FA)



La S.N.C.F. a un tournant de son histoire

Barbarie

« Il est de notre devoir de le maintenir en vie jusqu'à son exécution ». Il ne s'agit ni du scribe des *Sentiers de la gloire* ni d'une citation d'un quelconque dictateur sud-américain, mais d'une monstruosité sortie de la bouche du directeur de la prison d'Ellis, au Texas.

David Lee Powell, inculpé du meurtre d'un policier, est actuellement gavé comme une oie dans un quelconque hôpital. Il avait, en effet, eu la malencontreuse idée de faire une grève de la faim!! David Lee Powell, premier condamné à mourir chimiquement, veut en finir rapidement et non pas à petit feu comme le désire si joyeusement l'administration... Ah! nous oublions, il a toujours plaidé non coupable, mais ce n'est qu'un détail...

Et vive l'unité

Il n'y a pas de petits profits. C'est du moins ce qu'ont pensé (salutairement pour les budgets municipaux) les sénateurs en adoptant à 269 voix contre 22 (celles du PC) le projet de loi règlementant l'affichage.

Les amendes frappant les affichages dits « sauvages » seront majorées de 50%. *« Hé! m'sieur! j'en ai vu un qui collait des affiches appelant à une manif antimilitariste! »*...

No gardarem lou Larzac

C'est du moins ce qu'entend faire le gouvernement depuis que les paysans organisés en coopératives, à l'intérieur d'organismes d'entraide, donnent un essor économique et social à leur région.

L'officiel ne se basant que *« sur un tas de cailloux peuplé par des vieux qui ne demandent qu'à partir si on les paye bien »* veut donner de l'expansion... au camp militaire. Cette expansion met en péril l'équilibre agricole, expulse 36 foyers, soit 121 personnes, et supprime 78 emplois. L'Etat ignore sciemment la réalité humaine du Larzac et tente de détruire l'entraide des paysans pour imposer à l'ensemble d'une population l'extansion d'un camp militaire qui ne peut apporter que violence...

LES POSTIERS CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Au moment où l'on entre dans la 3e année de plan Barre, les grandes manœuvres syndicales semblent prêtes à reprendre, après l'interruption pour cause d'élections et du désarroi qui s'en est ensuivi dans la classe ouvrière. Encore une fois, la rentrée sociale se fait cahin-caha, les grandes centrales syndicales font le compte des luttes qui s'amorcent un peu partout avant de lancer des mots d'ordre. Aux PTT tout particulièrement, le mécontentement va grandissant, surtout après l'annonce du budget 79 qui ne prévoit guère plus de 1500 emplois nouveaux. C'est autour du problème des effectifs et de la réduction du temps de travail que s'articule l'ensemble des grèves locales qui ont éclaté un peu partout depuis 15 jours.

Des victoires inattendues

Deux centres de tri de la région parisienne ont notamment créé la surprise en remportant des victoires complètes grâce à des grèves sans préavis de brève durée. A Pontoise tout d'abord, 8 jours d'une grève largement majoritaire qui a culminé avec l'occupation des locaux les deux derniers jours, ont débouché sur la création de 46 emplois nouveaux, la levée de toutes les sanctions et l'octroi d'une prime de 550 F au titre du travail supplémentaire à effectuer après la grève, ce qui revient à payer 6 jours de grève sur 8! Quelques jours plus tard, c'est Créteil qui, après cinq jours de grève seulement, obtenait des résultats similaires.

Dès lors, il pouvait paraître tentant pour tous les autres centres de tri de recourir à la même forme de lutte pour conquérir les mêmes avantages. Ceci explique la multiplication des débrayages dans tout le pays; mais il s'agissait généralement de débrayages limités à 24 h qui ne devaient pas se révéler suffisants pour faire céder l'administration.

La semaine dernière, c'est le centre de tri Paris-Brune qui débrayait massivement à l'appel des 3 syndicat CGT, CFDT, FO. Mais ce centre qui a été longtemps considéré comme le fer de lance de l'agitation aux PTT a fait mentir cette renommée en reprenant le travail deux jours plus tard sans rien obtenir. Nombreux sont les journalistes qui ont cru, pendant ces deux jours, à l'approche d'une flambée de grèves prolongées comme en novembre-décembre 74. Le rendez-vous est provisoirement manqué, mais l'agitation sociale est loin d'être retombée.

Le samedi des préposés de Paris

Les préposés restent depuis longtemps la seule catégorie de personnel aux PTT à travailler 6 jours sur 7 tout au long de l'année. C'est également avec surprise qu'on a pu voir l'administration céder, le 15 septembre dernier, à la suite des trois grèves de 24 h organisées par les trois mêmes syndicats en avril, mai et juin de cette année, sur une partie de la revendication. Celle-ci étant d'accorder au moins un samedi sur deux aux préposés. L'administration en a royalement donné un sur quatre. Ce premier acquis, aussi minime soit-il, offre aux yeux des syndicats, des perspectives non négligeables, puisque, les préposés de Paris étant désormais alignés sur la majeure partie du personnel des PTT en ce qui concerne la durée du travail, on peut envisager d'élargir la lutte pour la réduction du temps de travail, autour de la revendication globale des 35 h en 5 jours. De plus, une telle mesure ne peut qu'inciter les préposés de province à demander d'obtenir les mêmes avantages.

Mais l'administration a mis une condition à cette réforme, c'est la récupération des heures non travaillées le samedi. Et les esprits se sont rapidement échauffés à l'annonce de l'avancée d'1/4 d'heure de la prise de service l'après-midi. Là aussi, des mouvements de grève ne sont pas à exclure, d'autant plus que le manque d'effectifs reste aussi criant que dans les autres secteurs des PTT.

L'écueil de la grève générale de 24 h

En déposant un préavis pour une grève tournante de 24 h du 24 au 27 octobre, les fédérations CGT et CFDT (FO décrétant la grève générale pour le 25) semblent annoncer leur intention de retomber dans le rituel des grèves nationales de 24 h qui ont déjà pourtant amplement prouvé leur inefficacité à lutter contre l'austérité. Au moment où des grèves locales dures parviennent à arracher des avantages substantiels, alors que le mécontentement grandit sans cesse et qu'il risque de déboucher sur des mouvements de grève importants, décréter une grève de ce type revient à briser le mouvement qui s'amorce. C'est donner un coup d'arrêt brutal aux luttes locales en leur fixant un objectif relativement lointain. C'est favoriser, pendant les 15 jours qui vont précéder cette grève, l'attentisme et le reflux des luttes.

Alors qu'il aurait fallu attendre que le mouvement s'étende plus largement à la base et choisir le moment propice pour lancer un mot d'ordre de grève générale qui se serait alors appuyée sur une mobilisation réelle des postiers, les fédérations syndicales ont choisi la seule forme d'action qui ne permettra pas de faire sauter le carcan des conventions collectives déterminées par le plan Barre.

Pour éviter l'étouffoir du 25 octobre, il ne reste plus aux postiers qu'à espérer pouvoir déborder la grève de 24 h en la prolongeant. Si l'on considère l'état actuel du mécontement dans les PTT, un tel débordement des syndicats n'est pas impossible, surtout au moment où les trois centrales ont rompu le front commun cimenté en avril dernier. L'unité syndicale, l'unité des travailleurs, sera créée à la base, non au sommet, telle est la condition du succès.

Alain SAUVAGE

Pour adultes seulement

Comme les 3 ou 4 précédents, ce numèro du *Libertaire* sera paru sans avoir, auparavant, reçu la bénédiction papale, puisqu'au moment où ces lignes sont écrites, une triste fumée noire s'échappe encore du poële encore chaud de l'élection de Jean-Paul 1e.

Quand vous lirez ce journal, habremus sûrement un 3e papam en trois mois, élu trop tard hélas pour lui accorder son imprimatur. Alors ne le laissez pas traîner entre toutes les mains, le diable l'habite peut-être.

RADIO—TROTTOIR (radio locale d'expression libertaire de la région toulonnaise - Modulation de fréquence 100,5 MH, le vendredi après 21 h et le dimanche après 10 h) déclarée « ennemie publique N°1 » par le pouvoir

Sous le prétexte de flagrant délit, la police a arrêté le dimanche 8 octobre quelques camarades passant sur la route du Faron (colline surplombant Toulon). Celle-ci, à l'aide de menaces et de contraintes morales (sur les familles, femmes et enfants, et sur le passé de certains), a fait avouer à quelques uns leur participation à une émission radiophonique, à la suite de quoi ils sont aujourd'hui inculpés (5 camarades).

Il est à noter qu'il n'y a aucune preuve matérielle de ce soi-disant délit. Il n'y a pas eu de flagrant délit, mais contrainte et pressions morales pour obtenir des aveux.

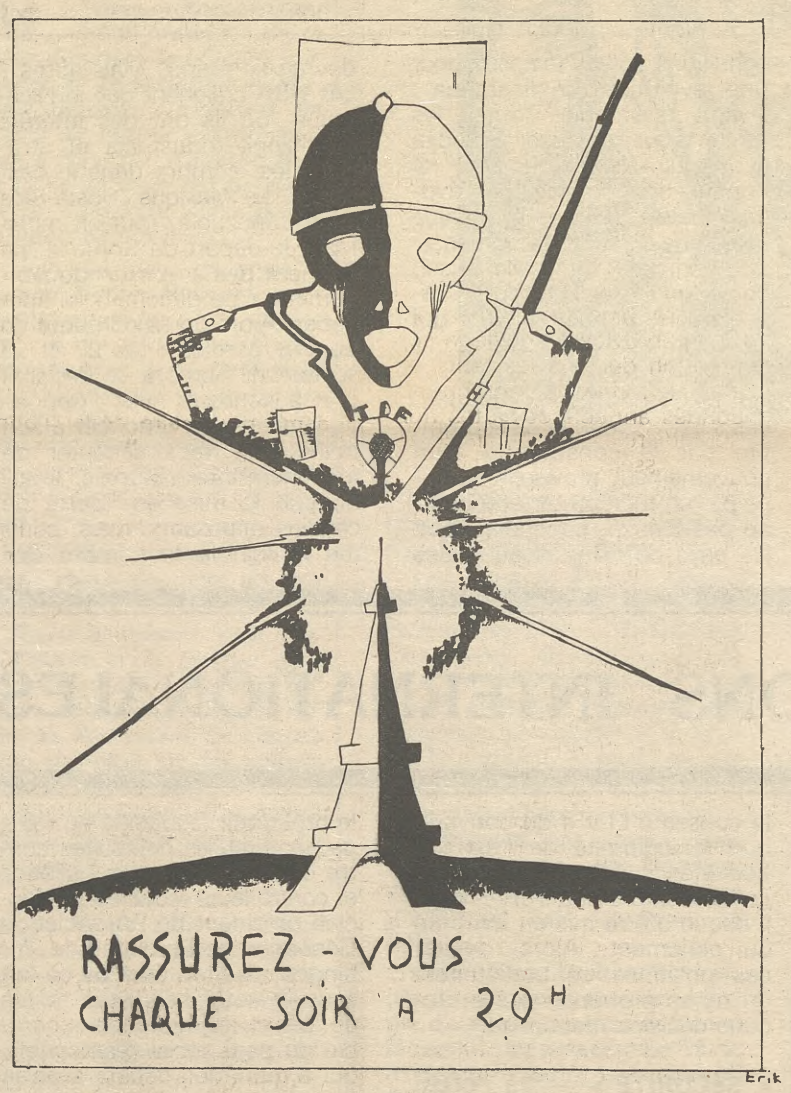
Est-il donc criminel de défendre la liberté d'expression ?

La convention européenne des Droits de l'Homme (art.10) ratifié par la France en 1974, dit : *« Toute personne a le droit à la liberté d'expression, ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières ».*

Par contre, une autre loi française du 28 juillet 1978 (art.33 bis), déclare : *« Toute personne qui, en violation du monopole, aura diffusé une émission de radio-diffusion ou de télévision, sera puni d'un emprisonnement de un mois à un an, et d'une amende de 10 000 à 100 000 F ou de l'une ou l'autre de ces deux peines seulement ».*

L'Etat français est donc en contradiction avec lui-même!!!

La France, berceau des libertés ? Berceau peut-être, mais il y a longtemps que les enfants l'ont quitté. Tout doucement le « goulag » français s'installe. Ces camarades inculpés en sont les premiers « dissidents »...



Radio-Trottoir, qu'est-ce que c'est ?

Tout d'abord, ce mot de trottoir parce que nous sommes tous, à un degré ou à un autre, des prostitués. Ensuite parce que le trottoir est un des derniers lieux de rencontre, de communication, un lieu où les gens se voient, se parlent, alors que partout ailleurs ils s'ignorent ou s'agressent. Autrefois ce lieu était appelé « la rue », mais déjà depuis de nombreuses années, celle-ci a été écrasée par la machine et les piétons ont dû se réfugier sur le trottoir.

Radio-Trottoir est une radio libre de toute attache politique, idéologique. La vocation du collectif qui l'anime n'est pas de la diriger mais de rendre aux habitants des quartiers, des villages, et aux travailleurs de la ville et des champs, à ceux qui sont toujours considérés comme la dernière roue de la charette, sauf pour voter ou pour payer des « impôts » ou une « carte », oui pour rendre à tous ceux-là la parole!

L'existence de Radio-Trottoir a permis à des habitants du Mourillon, de Port-Marchand, de St-Jean du Var, du Pont du Las, etc., à un ouvrier agricole, un artisan, un professeur de gymnastique, un ouvrier de l'arsenal, des chantiers, un employé de l'hôpital, un chauffeur, un chômeur, etc. de s'exprimer sans contrainte et d'être écoutés.

La radio est un moyen de communication simple, écologique, pas cher, et qui ne nuit à personne

Tous ceux qui s'opposent à cette liberté élémentaire ne peuvent avoir qu'une seule motivation : la course au pouvoir politique ou économique.

L'exemple italien ? Allez en Italie et vous verrez que le « désordre » radiophonique n'existe pas. C'est une fable de politiciens...

L'inondation des ondes par les puissances d'argent (politiques et économiques) ? Cet argument ne tient pas debout car ces puissances détiennent actuellement tous les moyens de communication et elles craignent par contre que ce moyen de communication qu'est la radio, moyen populaire et peu onéreux, soit utilisé par les minorités actuellement baillonnées et par la population elle-même.

Non, l'initiative de Radio Trottoir ne doit pas mourir assassinée par la répression

Nous appelons tous les habitants, tous les travailleurs de Toulon et de la région de la prendre en charge et de la développer. D'autre part nous appelons à la création de nombreux comités de soutien aux inculpés de Radio-Trottoir, ce qui doit permettre de développer les radios-libres.

D'autres informations suivront...

Pour tous contacts
groupe de Toulon
Gérard BLAIN BP 3028
83 059 TOULON CEDEX

Encore une condamnation du système « GAMIN »

Au 18e congrès national des médecins des centres de santé, lors du colloque « Informatique et protection maternelle et infantile » organisé par le syndicat national de Protection Maternelle et Infantile et réunissant une centaine de médecins avec le concours d'informaticiens, les participants ont de nouveau condamné le système GAMIN (Gestion Automatisée en Médecine INfantile).

Rappelons que ce système prévoit le traitement informatique des certificats de santé lors des visites médicales obligatoires après la naissance pour diminuer les tâches administratives, découvrir les enfants « à risques », accroître l'efficacité des PMI et aider aux études épidémiologiques.

Les participants jugent que GAMIN est d'une part inefficace au point de vue médical (nombreux refus de remplir complètement ou partiellement les certificats, questions trop vagues pour une étude épidémiologique rationnelle, véritable prévention impossible puisque GAMIN recense des prétendus handicaps sans s'attaquer à leur cause profonde) et d'autre part dangereux pour les libertés de l'individu car l'anonymat n'est pas réel malgré la « banalisation » (conservation des dix premiers chiffres du numéro national de l'INSEE permettant une identification) des fichiers.

Les médecins PMI demandent en conséquence *« la limitation de l'informatique à la gestion de statistiques anonymes, donc la suppression du système GAMIN »* et les *« moyens d'une réelle prévention »*.

On peut noter que pour les mêmes raisons d'anonymat non respecté, le comité directeur du syndicat des médecins de groupe (SNMG) *« condamne vigoureusement le système actuel dit GAMIN qui n'offre aucune garantie réelle quant à son exploitation future à des fins non médicales »*. Il juge indispensable une refonte du système garantissant le respect fondamental du secret professionnel.

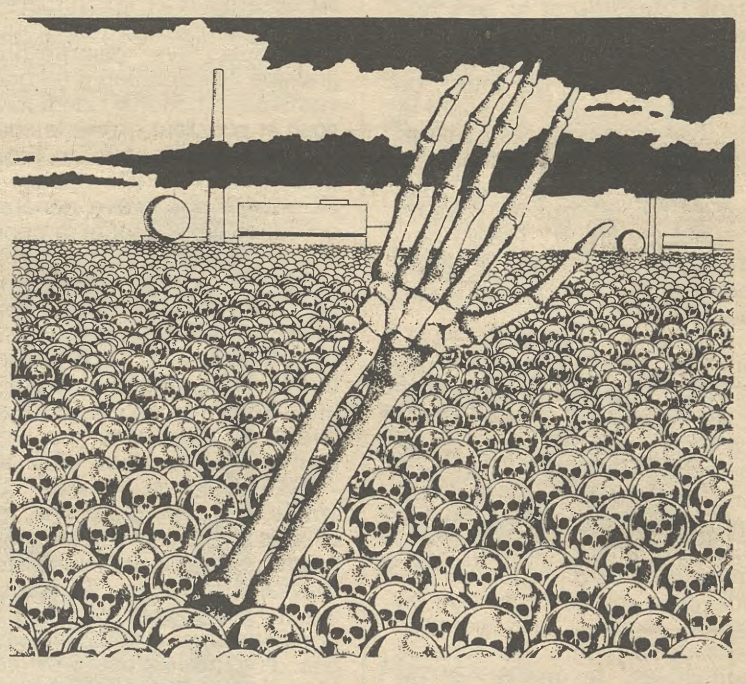
Ces condamnations venant d'organismes plus ou moins corporatistes nous encouragent à continuer de lutter contre toutes les mises en fiches informatisées car le projet d'un immense fichier centralisé continue à hanter les têtes pensantes de notre Etat « libéral avancé et non policier ».

F.L.

Ecologie

A Bordeaux, procès de huit « voleurs »... pas comme les autres

Le mercredi 29 juin 1977, à 11 h, huit écologistes de la région de Royan subtilisaient à la mairie de Braud-St-Louis le dossier d'enquête d'utilité publique *« Prise et rejet des eaux de la centrale nucléaire du Blayais dans la Gironde »*. Le dossier une fois mis en lieu sûr, le dangereux commando attendait alors tranquillement sur place... l'arrivée de la maréchaussée.



Ce faisant, les écologistes savaient pertinemment qu'une inculpation pour vol serait prononcée à leur encontre. Pour être franc, c'était là un des buts de l'opération. Le tribunal correctionnel de Bordeaux les appelant à comparaître devant lui le 9 novembre, c'est donc un succès sans surprise.

Avec force témoins, nos huit inculpés vont pouvoir dénoncer à loisir le scandale que constitue les enquêtes d'utilité publique dans le cadre, entre autres, des constructions de centrales nucléaires. L'hypocrisie de ce genre de procédure atteint il est vrai un degré tel que comme on dit par chez nous : c'est à faire dégueuler un vélo.

Cela est-il cependant suffisant pour s'offrir volontairement à l'appétit de répression d'une justice aux ordres. Nul doute en effet que les honorables membres de la magistrature « couchée » que certains vont jusqu'à qualifier de « rampante », ne vont pas se priver d'assaisonner ces huit « voleurs » pas ordinaires. Du procureur haineux à l'assesseur somnolant, le tribunal a peu de chance, l'expérience le prouve, de se laisser émouvoir voire même ébranler l'espace d'un instant par l'argumentation que développeront témoins et inculpés. Si les juges pensaient, cela se saurait! Mais alors, qu'est-ce qui fait courir les écologistes Royannais ?

Obliger l'administration à recommencer son enquête d'utilité pseudo-publique et espérer ainsi entraîner un retard d'un mois dans la construction de la centrale nucléaire de Braud-St-Louis ? Ce serait faire preuve d'une bien grande ingénuité eut égard à la pratique d'EDF qui s'asseoit régulièrement sur la légalité pour mener à bien son entreprise d'édification des temples de la mort radieuse.

Espérer, à la faveur de ce procès, relancer la résistance aujourd'hui bien éteinte des antinucléaires de la région ? Ce serait ignorer l'ampleur de la démobilisation qui affecte les rangs des écolos locaux, complètement minés et laminés par la répression et le spectacle déprimant d'une centrale nucléaire qui se construit malgré la lutte acharnée qui eut lieu ces dernières années.

A la vérité, c'est bien autre chose qui anime mes huit camarades.

A Braud-St-Louis, presque tout ce qui pouvait être humainement tenté pour empêcher la construction de la centrale l'a été. Lors de la première enquête d'utilité publique, nous avons réuni en quelques jours 25 000 signatures contre. Le commissaire-enquêteur en a tout logiquement conclu à l'utilité publique du projet. Nous avons alors constitué un GFA, fort de 35 hectares situés sur l'emprise même de la centrale et de 350 000 F que nous firent parvenir des milliers de gens : les expropriations, retardées il est vrai, se réalisèrent néanmoins. Des manifestations multiples eurent lieux et la mobilisation populaire qui les caractérisait, témoignait à l'évidence du refus unanime de toute une région de laisser ainsi hypothéquer l'avenir : la répression qui s'installa alors, pesante, quotidienne, permit à la centrale de commencer à sortir de terre. A moins de s'engager dans la voie du terrorisme, il était difficile de faire beaucoup plus.

Est-ce à dire que la situation présente étant ce qu'elle est, les huit écologistes de Royan ont jugé préférable de mourir debout plutôt que de continuer à vivre à genoux ?

Ce serait bien évidemment un peu osé en l'espèce de se gargariser d'une telle phrase! Pourtant, c'est un peu de cela qu'il s'agit.

Mes huit camarades savent qu'ils risquent de payer cher l'audace dont ils ont fait preuve en se faisant les porte-parole d'une nouvelle légitimité, celle de la désobéissance civile. Ils savent aussi qu'en certaines circonstances, l'insoumission publique à l'ordre dominant est seule compatible avec la dignité d'un être humain.

Allez les soutenir le 9 novembre au tribunal, mes camarades ne méritent pas l'indifférence. Et puis le « spectacle », outre qu'il sera gratuit, risque de n'être pas triste : la justice n'aime pas ce genre de clients.

Jean-Marc RAYNAUD

NICARAGUA : UN PEUPLE ASSASSINÉ

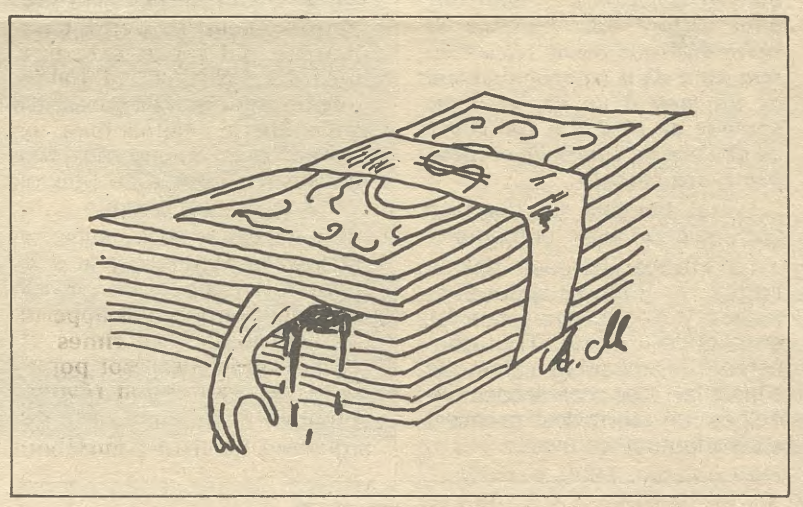
LE 22 août dernier, un évènement sensationnel attirait l'attention du monde entier sur le Nicaragua : un commando du Front Sandiniste de Libération du Nicaragua (FSLN) avait occupé le Palais National de la capitale Managua, pris des otages, obtenu satisfaction et s'était retiré, follement acclamé par la population. Ce hardi coup de main, qui allait être le signal d'un soulèvement général, était l'aboutissement d'un demi-siècle d'oppression...

La république du Nicaragua (2 500 000 habitants pour une superficie égale au quart de celle de la France), baignée par la mer des Antilles et l'océan Pacifique, a des frontières communes avec les républiques de Costa-Rica et d'Honduras. La moitié de la population travaille dans l'agriculture, un sixième dans l'industrie et le tiers restant dans le commerce, les services, l'administration. Le pays exporte du café, du coton, du bois, de la viande, du sucre et dispose de ressources minières en or, argent, tungstène. Le niveau de vie des habitants est le plus bas de tous les pays de l'Amérique latine : misère permanente, chômage, analphabétisme, forte mortalité infantile.

Le régime actuel qui pèse sur le pays fut implanté entre 1926 et 1933 par les USA : les « Marines » occupèrent le Nicaragua, créèrent une garde nationale et installèrent au pouvoir le général Anastasio Somoza à qui succèda son fils en 1967. La famille - le clan! - Somoza dispose d'un pouvoir absolu et a mis le Nicaragua en coupe réglée : elle possède plus de la moitié des espaces cultivables, le monopole du café, du coton, de l'élevage et a une position dominante dans les banques, les transports et les compagnies aériennes. Sur un point, il y a unanimité dans la presse internationale, quelle que soit sa tendance : les Somoza ont fait du Nicaragua leur propriété personnelle et, avec l'appui des mercenaires de la garde nationale, sont prêts à tout pour conserver leur fortune et leurs privilèges.

Dans ce pays misérable la révolte a toujours couvé : les désordres ont commencé au début de 78 lorsque le président du Front a été assassiné. Des grèves et des émeutes éclatèrent dans plusieurs villes et villages. Des opposants, réfugiés à Costa-Rica, rentrèrent au Nicaragua et constituèrent un Front d'opposition (le groupe des Douze) avec comme programme l'instauration d'un gouvernement national, démocratique et pluraliste. Après le coup de main du 22 août, le Front d'opposition (FAO) appela le 24 août à une grève générale qui fut suivie par toute la population : 80% des entreprises et magasins fermèrent leurs portes. Dans plusieurs villes, dont Managua, le peuple se souleva : le 7 septembre, le FSLN occupa la station de radio de Managua et le 10 toutes les villes se garnirent de barricades. La lutte était inégale : d'un côté les 7 000 hommes de Somoza, bien armés, pourvus d'artillerie, de blindés et même d'avions; de l'autre les guerilleros sandinistes (paysans, ouvriers, étudiants) ayant l'appui actif de toute la population, mais ne disposant pas d'un armement suffisant. L'une après l'autre, les villes insurgées furent reprises par la garde nationale et ce fut l'occasion - en particulier le 20 septembre à Esteli - de véritables massacres. On a pu annoncer fin septembre que « l'ordre règne au Nicaragua » et que Somoza était vainqueur de l'insurrection!

Le Front Sandiniste est arrivé, dans la lutte contre Somoza, à conjuguer l'action de trois courants qui la composent. D'après un article de la revue *Informations-Dienst* (Francfort-23 septembre), il faut distinguer dans le FSLN : 1) les « Terceristas » qui pensent que le FSLN doit conduire à un large front, car la lutte n'est ni complètement révolutionnaire, ni complètement démocratique-bourgeoisie : d'où la nécessité de s'allier avec la FAO qui est plus modérée; 2) la tendance « Guerra popular y prolonga » (GPP) qui ne croit pas que les conditions soient remplies pour une révolution au Nicaragua : il faut rassembler toutes les forces pour renverser Somoza et instruire le peuple pour lui donner une conscience révolutionnaire; 3) la « Tendencia Proletaria », d'inspiration marxiste-léniniste, qui, elle aussi, pense qu'il faut instruire et organiser les « masses » et qui reproche aux « Terceristas » leur modération.



L'union des diverses tendances s'est traduite le 22 septembre par la constitution d'un gouvernement provisoire, présidé par un représentant du groupe des Douze, cependant que les pays de l'Organisation des Etats Américains (OEA) refusaient de s'ingérer dans les affaires intérieures du Nicaragua et que le département d'Etat des USA se bornait à recommander à la garde de Somoza de faire preuve de mesure (!). Certes, tout le monde reconnaît que Somoza exagère, qu'il devrait se retirer. Mais après ? Les USA craignent que le Nicaragua, où ils ont des intérêts financiers, industriels et stratégiques, sombre dans le castrisme. Le Mexique, Costa-Rica et le Vénézuela, tout en réclamant le départ de Somoza, ne tiennent pas à voir un gouvernement « de gauche » lui succéder. Alors on se contente de bonnes paroles : les 27 et 28 septembre Somoza se déclarait prêt à négocier avec l'opposition, mais sans renoncer à son mandat et sans accepter de médiation internationale. Il annonçait la mise en liberté de certains opposants, mais, comme on ignore le nombre réel des emprisonnés, cette promesse est bien illusoire. On apprenait enfin le 29 septembre que le Vénézuela et la Colombie demandaient une intervention de l'ONU *« pour arrêter la vague de génocides qui s'est abattue sur le Nicaragua »*. Ces deux républiques invoquent la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, signée - c'est un comble! - par le Nicaragua. Mais on ne sait que trop l'impuissance de l'ONU...

Dans le drame du Nicaragua les responsabilités des USA sont écrasantes. Après avoir créé le régime Somoza, les USA l'ont soutenu militairement et ils ont livré récemment encore des canons à la garde nationale. Les USA sont en relations étroites avec le Conseil de Défense des Etats centre-américains (CONDECA) et ils n'ont pu ignorer l'envoi de soldats du Guatemala et du Salvador pour aider la garde nationale. On comprend la gêne du Département d'Etat à soutenir Somoza, après les prêches de Carter sur les Droits de l'Homme. Toute la politique des USA dans cette affaire pue l'hypocrisie : le Sénat repousse l'aide économique et militaire au Nicaragua pour 1979, mais 80 membres du Congrès (démocrates comme républicains) écrivent à Carter une lettre demandant de soutenir Somoza.

Toutes ces indignations - sincères ou feintes - sont sans portée. Les dictateurs, qu'il s'agisse du Shah d'Iran ou de Somoza, commencent par tuer les opposants, puis ils offrent aux survivants de négocier en promettant des réformes de détail. Et tous les gouvernements, et toutes les démocraties admirent alors la générosité et la grandeur d'âme des bourreaux.

Jean BARRUÉ

INFORMATIONS INTERNATIONALES

espagne

APRÈS LES PAYSANS, LES PÊCHEURS — Après deux semaines de grève pour des revendications salariales et de meilleures conditions de travail, grève menée et uniquement soutenue par la centrale anarcho-syndicaliste CNT, les pêcheurs de Valence ont vaincu. Tout comme pour le conflit des pompistes de Barcelone, qui n'est toujours pas terminé, les travailleurs-pêcheurs réclamaient des conventions collectives au niveau provincial, refusant celles qui avaient été proposées au niveau national par les centrales UGT et Commissions Ouvrières. Les pêcheurs de Valence ont gagné cette grève à la suite de laquelle de nombreux adhérents des syndicats communiste et socialiste ont immédiatement rejoint les rangs de la CNT.

suisse

LES SUITES D'UNE MANIFESTATION — Fin septembre s'est ouvert à Olten le procès de six membres du comité suisse d'action contre la centrale nucléaire de Gösgen. Des manifestations non-violentes avaient eu lieu les 25-26 juin et les 2-3 juillet sur le site de Gösgen et avaient groupé plusieurs milliers de manifestants. On a pris au hasard 6 des 15 camarades du groupe de coordination du comité : devant cette mesure arbitraire, de nombreux manifestants ont envoyé une déclaration demandant à être inculpé au même titre et pour les mêmes motifs que les six camarades qui n'ont fait qu'appliquer les décisions de l'assemblée populaire qui les avait mandatés.

hollande

ÉTUDIANTS IRANIENS — On sait qu'un groupe d'étudiants iraniens occupa fin août l'ambassade d'Iran à La Haye (voir ML du 28 septembre). Ils firent appel contre leur détention provosoire et furent relachés, leur détention ayant excédée toute norme de punition carcérale. Simples contraventions... mais, en tant qu'étrangers, ils sont expulsés de Hollande. Espérons que cette mesure donnera satisfaction au Shah et... à l'entreprise Verolme qui pourra livrer ses bateaux à l'Iran!

TRAVAILLEURS MAROCAINS - L'affaire des travailleurs marocains qui s'étaient réfugiés dans des églises et qui faisaient la grève de la faim pour protester contre leur renvoi au Maroc, n'est pas terminée. La décision du secrétaire d'Etat à la justice tendant à leur renvoi, a été combattue dans son propre parti. La reine serait, paraît-il, intervenue en faveur des marocains et Amnesty International a mené une vive campagne : le conseil d'Etat a du convenir que la légitimité de l'extradition était sujette à discussion. Le secrétaire d'Etat insiste, mais il risque d'être mis en minorité au parlement. Alors, devant ces positions contradictoires, on ne se prononce pas et aucune décision n'est prise.

« SÉCURITÉ » — La police, obéissant à des consignes anti-terroristes, dramatise les moindres incidents. Une affaire de contrebande d'héroïne (affaire de gangstérisme banal) où la police a tiré et tué avec désinvolture, a été d'abord présentée comme étant le résultat « de l'action politique d'un groupe minoritaire »!

Ailleurs, un hameau a été mis en état de siège, car on avait vu dans une prairie deux individus s'exercer au tir au révolver : il s'agissait de deux gamins munis de révolvers... à eau. Ainsi la police se donne de l'importance et protège (!) la population : cela justifie le fait que seule, avec la défense nationale, elle bénéficie d'une augmentation de crédits.

allemagne

TOUJOURS BUBACK ! — On sait que la publication d'un article nécrologique - avec biographie véridique - concernant le procureur Buback a entrainé de nombreuses poursuites contre des journaux, des bulletins et contre leurs rédacteurs. L'ancien président de l'Association Générale des Etudiants de Tubingen, Gunter, était de ce fait sous le coup de divers textes de lois et le juge Stein (membre du parti social-démocrate!), qui a mené les débats avec la partialité qu'on lui connait, a eu la main lourde pour un « délit de presse » : 3 mois de prison, 2 ans de mise à l'épreuve, 1200 DM de frais de procédure! Et encore, a dit Stein, ce verdict est extrêmement modéré. Morale : même mort, un procureur est toujours dangereux!

belgique

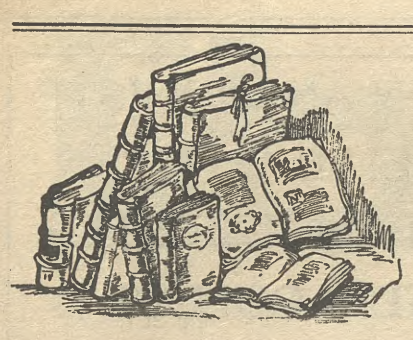
ANVERS — Le conflit des ouvriers du pétrole d'Anvers (voir ML du 12 septembre) continue. Le patronat s'efforce d'approvisionner les pompes avec des wagons-citernes que les piquets de grève s'emploient à neutraliser. La réunion de conciliation convoquée par le ministre de l'Emploi et du Travail a échouée : la fédération patronale veut bien verser une prime de départ, mais ne fait aucune concession en matière d'emploi (18 ouvriers seulement seraient reclassés). La grève se durcit car la question essentielle est l'emploi.

QUAREGNON (SUITE) — Chez Salik, à Quaregnon, les ouvrières continuent à occuper l'usine (voir les ML du 28 septembre et du 12 octobre). L'assemblée des occupantes a décidé que chacune produirait désormais 4 heures par jour, ce qui augmentera le volume des jean's à vendre. D'autre part, la CSG (centrale des syndicats chrétiens) semble avoir renoncé à la création d'une coopérative qui n'aurait employé que 30 ouvrières, rejetant au chômage la majorité des licenciées.

italie

NOUVELLES DE MARINI — Dans une lettre ouverte au sénateur du parti communiste italien, Umberto Terracini, envoyée et publiée par l'hebdomadaire de la Fédération Anarchiste Italienne, *Umanita Nova*, notre camarade Giovanni Marini dénonce les injustices et les provocations dont il est l'objet de la part des autorités de la prison de Florence où il est contraint de passer ses nuits et aussi, contrairement à la décision du tribunal de Naples, les dimanches et les jours fériés. Marini dénonce également le vol opéré par ces mêmes autorités sur son salaire d'ouvrier, que quotidiennement il gagne en travaillant dans une usine près de Florence. Pour un motif ou pour un autre, en effet, on lui prend une grande partie de ses revenus...

* * * *



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Qui n'est pas de droite ?

A. Harris et A. de Sédouy — *Edition du Seuil*

HARRIS et de Sédouy sont-ils des écrivains, des cinéastes, des journalistes ? En réalité, ce sont des « voyeurs » qui posent un œil faussement désintéressé sur l'homme, cet insecte étrange qui gesticule de façon extravagante sur son aire d'habitat. Quelque soit le moyen technique utilisé par les deux compères, la démarche est la même et se situe autour d'une idée simple. Il s'agit de réunir des hommes dont les contradictions sont apparentes et bien typées, et de les faire parler. C'est la juxtaposition de leurs réflexions contradictoires qui éclairera le sujet et, ce qui est peut-être plus important, mettra en lumière les idées vraies ou fausses qu'ils croient avoir sur la question posée. Faut-il encore, pensera le lecteur, que nos bons apôtres apportent à ce travail un détachement et une distance qui permettent à leurs cobayes de s'ébrouer librement. C'est ce qu'ils donnent l'impression de faire mais c'est ce qu'ils ne font pas! Non pas qu'ils interviennent pour juger du discours qu'on leur tient, mais par leur manière de faire succéder les questions et je n'ai jamais si bien compris qu'en les lisant comment une succession d'interrogations pouvait orienter un propos dans la direction voulue par celui qui les pose. Non, Harris et de Sédouy ne sont pas neutres, leur technique est faussement neutre et elle donne, par exemple, une image désagréable de Jules Moch et une autre, plus intéressante de Françoise Gaspard, choix discutable pour ceux qui voudront bien réfléchir sur le contenu réel des propos de ces deux socialistes. Je ne prétends pas d'ailleurs que nos auteurs n'essaient pas de rester à l'extérieur de la confrontation, mais je constate simplement que c'est impossible.

Voyons ce livre! Qui n'est pas de droite ? *Le titre est une question à laquelle le livre n'apporte pas une réponse formelle. Il ne le pouvait d'ailleurs pas car tous les personnages interrogés sont à la fois de droite et de gauche dans un monde situé à droite, c'est-à-dire dans un monde que la droite et la gauche sont bien décidés à continuer en y apportant des aménagements, au seul bénéfice des classes à vocation dirigeante qui les inspirent. J'ai cru un instant que les vrais problèmes seraient posés lorsque fut abordé le problème de « la droite de la gauche » et de « la gauche de la droite ». Mais nous sommes restés dans l'idée conventionnelle qu'il existait vraiment une différence fondamentale entre la droite et la gauche, alors que le dialogue pouvait nous conduire à cette réalité que c'est toute la société qui est à droite, et que c'est simplement des nuances qui font que cette droite, de caractère universel et de civilisation, a elle-même et en alternance une droite et une gauche de circonstance. En vérité la gauche n'existe pas! Elle est en puissance dans tous les rêves utopiques que font les socialistes qui ont la volonté de rompre avec le jacobinisme, la démocratie parlementaire, la loi du nombre, l'économie des différences, la morale spiritualisée. Avec Dieu et le commissaire!*

Quelque soit la volonté et le talent des auteurs, la réalité leur échappe car ils voyagent et continueront à voyager à l'« intérieur » des conventions de notre société comme ils ont « voyagé » à l'intérieur du parti communiste dans un précédent ouvrage. Eux-mêmes sont de droite, même s'ils sont la gauche de la droite, même s'ils tendent au non-conformisme, à la désinvolture. La distance qu'ils prennent est celle du satellite qui tourne autour d'une planète, pas plus! La gauche, elle, c'est autre chose! Elle est autre part, dans les rêves et dans le cœur des hommes!

Le lecteur comprendra que c'est parce que j'ai aimé ce livre que je mets quelques passions à en parler. Il nous fait comprendre, sans peut-être que le veuillent les auteurs, les difficultés à ne pas être de droite, c'est-à-dire à dépasser le raisonnable, l'évident, le possible, ce qui est le privilège de la vraie gauche, celle qui propose non pas un mode de scrutin mais une civilisation différente.

Et puis, en fin de compte, la gauche n'est-elle pas simplement le devenir et ne cesse-t-elle pas d'être la gauche une fois au pouvoir, pour devenir la droite que vomissent les iconoclastes ?

L'association
Le vent du ch'min
recherche
pour une exposition
à la bibliothèque
de Béthune
des dessins, lithos,
du dessinateur anarchiste
ARISTIDE DELANNOY
(1880-1911)
Ecrire au
Vent du ch'min
5 bis, rue Vachette
93 200 ST-DENIS

*

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA RÉVOLUTION SOCIALE
de Pierre BESNARD
(vol. 350 p. 39 F)
Prix de souscription : 33 F (franco de port)
Commandes à adresser à
Cercle d'études sociales libertaires
BP 121
25 014 Besançon Cedex
CCP 2025 65 T Dijon

JACQUES BREL

BIEN sûr, il y a les guerres d'Irlande, du Liban où disparaissent injustement des milliers d'hommes et de femmes... mais apprendre que Brel s'est éteint...

On a traîné, ce lundi-là, un poisseux cafard que les radios aiguisaient en repassant les chansons du mort.

Qu'importe ce qu'en diront les journaux dont ils se moquait, ce qu'en diront, la larme à l'œil, tous ceux qui à présent nous assomment avec leurs hommages à l'artiste. Chacun est assez sensible pour évaluer la perte d'un homme qui savait écrire et hurler sa révolte, sa haine des bourgeois, des curés, et sa tendresse pour les timides, les poivrots, les paumés, les causes perdues.

Ce Raymond-la-science du film *La bande à Bonnot,* cet *Homme de la Manche,* ce Don Quichotte, ce solitaire en exil aux Marquises a apporté sa contribution en rimes et en désespoir au trésor populaire de l'expression révolutionnaire.

Dans une société aussi putride et décadente, les compositions très largement libertaires de Brel, anticléricales, irrespectueuses des lois, des hiérarchies et des finances mais aussi infiniment protectrices des déshérités, des vieux, des amants, des bergers, des cœurs tendres, touchaient profondément ce monde du travail qu'il aimait et défendait à sa façon de cigale.

Mourir, cela n'est rien, nous disait-il, voilà à peu près un an dans son dernier disque bleu qu'il nous fit parvenir du Pacifique; mourir, cela n'est rien quand on a fait quelque chose de sa vie.

Carmen SANCHEZ

Lettre ouverte aux journaux

UN PEU DE SILENCE!

Mon père, qui était maçon, n'a jamais écrit une seule note de musique. Il construisait des maisons, ce qui, après tout, n'est pas moins utile. Cela paie un peu moins, voilà tout! Comme les autres, il savait qu'avec beaucoup de talent, une chanson de trois minutes pouvait suffire à faire la révolution. La sienne avait duré trois ans, en Espagne, voilà maintenant plus de quarante années.

Pour connaître l'exil, qu'il n'avait pas choisi, il n'eut point besoin de traverser le Pacifique, les Pyrénées suffirent.

Et si, comme les poètes, le spectacle du monde le dégoûtait, cela ne suffit pas à lui assurer une fortune.

Plus tard, lorsqu'il décida, dans la plus grande discrétion puisqu'aucun de vous ne l'a signalé, d'abandonner ses échafaudages, ce fut pour connaître une courte retraite dans une banlieue triste de Paris.

Certes, le cancer des intestins qui devait l'emporter, sans être aussi noble que celui du poumon, n'en est pas moins douloureux. Et la mort, qui se faisait attendre, mettait fin là aussi à un calvaire qui n'est propre ni aux chanteurs ni aux maçons, mais à des milliers de gens.

Alors, quand meurt un Jacques Brel, cet étalage tapageur de journaux faire-part dont il se serait servi comme papier hygiénique, ces « hommages » rendus dans des albums-souvenirs à 20 F, s'ils consacrent l'incontestable supériorité de la guitare sur la truelle, n'en constituent pas moins pour nous, à notre tour, un « calvaire » insupportable!

FLORÉAL

Le sang à la tête, dont M. Joyeux parlait il y a une semaine (224p., 33 F), est édité et diffusé par Livrozet. Vendu à Publico et dans les vraies librairies. Pour toute revente et diffusion s'adresser à S. Livrozet 41 bis, quai de la Loire 75 019 Paris.

Théâtre

Les folies du samedi soir

Au théâtre La Bruyère

IL est toujours agréable de n'être point trompé sur la marchandise et, hélas, les comédies dites gaies sont souvent, trop souvent de sinistres ratages. Heureusement ici il y a un auteur sans prétention qui sait écrire et également bâtir un sujet puis animer des situations par un excellent texte. Alors, le résultat est une parfaire réussite. Oyez l'histoire, elle est insignifiante : une veuve et une divorcée, bonnes camarades, cherchent au cours de leurs sorties du samedi soir, à découvrir le compagnon rêvé. La divorcée et la pétillante veuve parviendront-elles à trouver cet oiseau et dans quel nid ? Toute l'intrigue repose sur ce modeste postulat et pourtant quel parfait résultat. Des cascades de rires et une joyeuse communion avec le public, dès le début. Souhaitons que toutes les comédies de cette nouvelle saison nous apportent, au moins, la moitié du plaisir que nous avons eu grâce à Marcel Mithois.

Bien entendu, si ces *Folies du samedi soir* avaient été interprétées par des comédiens, simplement consciencieux, le résultat serait très éloigné de la remarquable présentation actuelle. La chance de l'auteur réside dans la distribution qu'il a pu réunir. Lucienne la divorcée, c'est Martine Sarcey, avec sa copine Odette Laure, la brûleuse de planches, elles forment un couple de comédiennes d'un haut sommet. Il me semble remarquer dans leur jeu une façon d'aider et de faire valoir la partenaire qui renforce leur composition. Quand aux mâles, ils sont exactement ce qu'ils doivent être. L'emploi du contrôleur des contributions est exact. Le pauvre paysan du Lubéron montant à Paris acheter un tracteur et s'amusant dans les boites est juste et sans outrance. Ces deux ciselures remarquables sont exécutées par MM. Jacques Rosny et Pierre Maguelon. Je n'en dit pas plus, à vous d'allez les voir.

Francis AGRY

Expérience ou réussite ?

Il est intéressant de se pencher sur l'activité d'un centre de divertissements qui, sans rivaliser avec « le Grand Monde » de Changaî, groupe pour la première fois en France plusieurs genres de spectacles en un même lieu. Je suis allé découvrir cet endroit en un coin médiocrement passager, rue Notre-Dame des Champs à Paris. L'organisateur a ingénieusement tiré parti des alternances d'horaires afin de présenter 6 pièces de théâtre chaque jour et 3 concerts plus 4 films dont 2 permanents et 2 de midi à minuit ; ajouter une galerie de peinture et un restaurant. Un passioné de spectacle peut passer sa journée de midi à 2 h du matin, sans se déplacer.

Cette création d'arts du spectacle groupés est attentivement observée par des grandes villes européennes qui songent à se lancer dans la même direction. Si le « Lucernaire » venait à ne pas être une totale réussite, ce qui ne semble pas prévisible, je tiendrai l'expérience de M. Le Guillochet et de ses collaborateurs pour essai technique d'une rare qualité. Sous peu nous parlerons des spectacles, de leurs qualités, et de la valeur des interprètes. Il est curieux de voir se réaliser en 77-78 ce qui fut le rêve avant 1914 des créateurs du théâtre des Champs-Elysées.

Francis AGRY

Le Charlatan

Aux Bouffes-Parisiens

NOTRE fameux conteur d'histoires présente, sur scène, une aventure, extravagante et semi-policière, pleine d'animation. Je ne dévoile pas le secret de cette dynamite, mais je vous annonce cependant qu'il s'agit d'un aventurier. Il touche à l'immobilier, à la médecine hindoue, pour finir au moment qui nous passionne par la fondation d'un parti politique. Ces activités ont occasionné des frôlements entre notre héros et les juges d'instruction, pour des petites choses que la société n'admet pas. Tout ce pétillement de situations est provoqué par l'auteur-interprète et son imposant partenaire, aux solides dons comiques, j'ai nommé Pierre Tornade. Près d'eux, Magali de Vendeuil et Alix Mahieux, avec Erik Colin et Jacques Rémy forment un ensemble très bien rodé qui conduira cette pièce vers l'été.

Le trépident Lamoureux s'agite autant comme auteur que comme interprète. Dans ce *Charlatan,* il bat le record de vitesse pour amener le point final. Les spectateurs, pris par le drame, attendent des révélations sur la fuite d'une serviette convoitée par les affreux. Hélas! ils ne sauront jamais la suite. Par une pirouette, l'auteur fatigué d'écrire fait survenir des scélérats qui secouent la salle par des rafales de mitraillettes, tuant tous les artistes en scène : les malheureux tombent, le rideau les imite et la salle se rallume... c'est fini. L'ébahissement des spectateurs, qui cherchaient la solution, est à voir. Connaissant la roublardise de l'auteur, je parie qu'à une autre saison il présentera la suite... et fin de ce surprenant *Charlatan.*

Francis AGRY

L'esprit libertaire est contre une histoire à sens unique

On a parlé et on parle encore de la nécessité d'un développement suffisant des conditions économiques pour qu'une révolution puisse se réaliser avec succès. Naturellement, il faut prendre ce problème au sérieux, mais il est devenu un truisme derrière lequel se cache facilement une certaine représentation de l'histoire, car cette façon de penser implique que les luttes passées ne furent que des escarmouches pour amener les conditions sur la base desquelles leurs descendants auraient la possibilité d'un vrai changement de la société entière sans retomber dans la même misère.

Si l'on pense ainsi en termes de précurseurs et de descendants, on croit saisir le chemi nement de l'histoire même : il fallait se battre pour « la conquête du pain » qui était le levier essentiel des luttes, pour améliorer les conditions d'existence. Et à partir de cette amélioration on arriverait à la prise de conscience par la classe ouvrière de sa situation, donc de sa tâche : la libération de l'humanité.

Aujourd'hui ces conditions d'existence se sont améliorées de manière que les ressources de notre société dépassent, comme on dit, l'imagination des hommes qui vivaient il y a un siècle. Mais la prise de conscience n'en est pas accélérée pour autant, bien au contraire! A vrai dire nous ne sommes pas plus intelligents que nos ancêtres, nous ne sommes pas plus capables de comprendre la société qu'eux. Il y a un rapport étroit entre cette image de nos précurseurs et un matérialisme qui fait dépendre l'avènement de la révolution, d'abord, d'un certain ensemble de conditions matérielles déterminant une société; on attend ces conditions, mais curieusement elles n'arrivent jamais!

Force est de constater que ce rapport précurseurs-descendants et prise de conscience, rend incompréhensible le manque de conscience d'aujourd'hui. Si l'on veut trouver une théorie de la société moderne, il faut qu'on abandonne cette fausse image du passé. Est-il alors vrai qu'au 19e siècle le levier des luttes était la nécessité de survivre, et d'améliorer les conditions d'existence, ce qui revient à dire que les hommes du siècle dernier avaient seulement pour tâche la préparation d'une lutte plus profonde, la lutte pour la liberté par l'intermédiaire de la prise de conscience ? Nous croyons au contraire que le désir de la liberté était encore plus puissant qu'aujourd'hui, que le GOÛT de l'égalité, de la solidarité et de l'entraide constituaient une expérience profonde chez les travailleurs : ils pouvaient comprendre ces besoins essentiels de l'humanité parce que l'esprit de révolte était vivant, et cet esprit était l'étincelle qui enflammait les luttes.

Sans ce goût vif, personne ne se révolterait! La misère, même la faim ne suscitent rien sans le désir de vivre non seulement mieux, mais surtout libre. La liberté étant non pas seulement résultat mais condition primordiale d'un mieux vivre. En d'autres termes, comprendre l'économie ne suffit pas pour qu'on puisse comprendre la révolution. On ne risque pas sa vie pour que les survivants aient du chauffage. L'essentiel, c'est ce sentiment MORAL qui est capable de changer même les besoins de l'homme né de la société industrielle au 19e siècle et au début du nôtre. L'homme de la société moderne a perdu cet esprit, c'est la raison pour laquelle il n'y a pas d'accélération de la prise de conscience. Tâche est de comprendre cette raison.

Dans un certain sens, nous sommes aujourd'hui plus pauvres, plus aliénés que les hommes du siècle dernier, et cela veut dire qu'on ne peut pas du tout comprendre l'histoire comme simple développement de bas en haut : toutes ces générations auraient été condamnées à travailler, à souffrir, à mourir, seulement pour fabriquer les conditions économiques nécessaires à une révolution dans un avenir lointain ? Tous ces hommes seraient morts pour qu'il y ait le travail à la chaîne, le plastic, la télévision, la machine à laver ? Heureusement, ce n'est pas vrai! Ces hommes ont lutté pour devenir libres et ils ont échoué! Un matérialisme qui parle de précurseurs condamne à mort ces morts une deuxième fois. Ils n'auraient été que les MOYENS de l'histoire dont les conditions économiques et leur développement se seraient servi.

Le développement dit « nécessaire » ne laisse qu'une seule direction à l'histoire, son cheminement serait ainsi déterminé jusqu'à la prise de conscience accélérée qui ne se fait pas jour, signe de la fausseté de cette théorie.

Malheureusement, le matérialisme tend souvent à se changer dans un simple mécanisme, oubliant que l'homme est plus qu'une roue dans le grand rouage de l'histoire et que pour la même raison, la base économique de la société ne détermine pas absolument l'évolution de l'humanité; une direction déterminée n'existe pas, l'histoire n'est pas à sens unique!

Aussi fausse que cette image de l'histoire, aussi pauvre est le concept de la révolution qu'elle suscite : dans la révolution les travailleurs prendront possession des entreprises en les transférant à l'autogestion. C'est tout ? C'est là l'objectif de l'humanité dont la réalisation coûterait on ne sait combien de millénaires et d'hécatombes ? Cela n'en vaudrait pas la souffrance! Mais si les travailleurs prennent possession des entreprises, cela ne pourra être que parce qu'ils auront retrouvé le sens de la communauté, c'est-à-dire la vérité d'une vie qui est basée sur l'entraide et sur la paix entre hommes et nature.

Cette paix, dans le sens profond, est la liberté elle-même. Et le point fort du mouvement anarchiste aujourd'hui, c'est justement la compréhension du droit de l'humanité à cette liberté.

Pour conclure, le concept de la révolution comme destruction de la structure économique n'esquisse que la moitié de la construction d'un socialisme libertaire. L'esprit anarchiste ne se contente pas de réclamer les entreprises comme propriété des travailleurs, bien que cela soit nécessaire pour une société nouvelle, mais il comprend la MORALITÉ de cette réclamation.

Il veut comprendre la pauvreté, l'aliénation de la vie moderne et il veut reconstituer ce goût, le désir de la liberté. Et il y a des signes certains que les hommes ressentent aujourd'hui que le matérialisme n'est vrai qu'avec cet esprit libertaire.

M.O. et U.G.

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE APPELLE TOUS LES ANTIMILITARISTES A MANIFESTER CONTRE LA RÉPRESSION MILITAIRE ET POUR LA SUPPRESSION DE TOUTE ARMÉE BOURGEOISE OU POPULAIRE

TOUS A LA RÉPUBLIQUE VENDREDI 27 OCTOBRE A 19 H PRÉCISES

* * *

La Fédération anarchiste appelle ses sympathisants à assister au procès de notre camarade Bernard André, militant de la F.A., insoumis à l'O.N.F.

Tous le lundi 30 octobre à 13 h 30
au tribunal correctionnel de Bobigny
Cité administrative

VINGT-CINQ ANS APRÈS LA DÉCOLONISATION

(suite de la page 1)

ton. Misère! La plupart ont regagné le giron de la bourgeoisie ou les partis politiques d'où ils n'auraient jamais dû sortir, mais on en voit encore quelques uns, par çi par là, qui se rengorgent de leurs exploits pendant la « révolution algérienne ». Naturellement cela n'aurait qu'une médiocre importance si justement nous n'avions pas le devoir de tirer des expériences du passé un certain nombre de leçons qui nous fassent échapper à ce dilemne imbécile qu'on voulait nous imposer, au choix entre Lacoste ou Boumedienne qu'on imposait à des peuples qu'il aurait fallu libérer de ces deux coquins!

Mais il est vrai que nous étions encore à cette période du marxisme triomphant, enseigné par des professeurs dans les universités et que les élèves avalaient comme on avale le catéchisme dans l'église de ma paroisse. Nous étions les seuls à mettre en cause non seulement les partis marxistes mais le marxisme lui-même, que certains prétendaient introduire dans nos milieux. Qu'on relise nos articles de fond de cette période. Nous disions tout haut ce que chacun répète aujourd'hui, et nous trouvions une certaine réticence, même parmi des amis de bonne fois, effrayés de nous voir nous attaquer à ce monument de la bêtise humaine qu'était le marxisme revu et corrigé par Lenine en direction des peuples colonisé!

La misère et l'exploitation des peuples décolonisés, par leur propre bourgeoisie locale et avec l'aide intéressée des Etats impérialistes communistes, est née de l'idée des « nations prolétaires » définie au second congrès de la Troisième Internationale. A partir de cet instant, les communistes rejetait l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire l'union de tous les travailleurs contre tous leurs exploiteurs, quelque soit le régime qu'ils subissaient. Ils introduisaient sous l'étiquette de « nation prolétaire », non seulement les travailleurs de ces régions, mais leur propre bourgeoisie qui, aussitôt libérée du colonialisme, reprenait à son compte les méthodes d'exploitation de ses prédécesseurs. Le but était politique et il consistait à sacrifier l'avenir des peuples de ces régions aux nécessités de nouer des alliances solides pour épauler les desseins de l'impérialisme russe.

Ce grand moment de l'histoire de l'humanité que fut cette volonté de libération des peuples exploités par les impérialismes victorieux de Hitler, fut gaché par le dogmatisme marxiste, par l'esprit de système, par l'aveuglement des travailleurs des pays développés. Nous étions alors les seuls à crier aux hommes de ces pays qu'ils se battaient pour se créer de nouveaux maîtres. Nous étions les seuls à dénoncer la théorie de Lenine sur la nécessaire libération d'un pays passant par la phase obligatoire d'une économie capitaliste, nous étions les seuls à prétendre que le développement des pays décolonisés passait par un développement original né de leur histoire, de leur civilisation, du caractère de leur sol, etc. Nous étions les seuls à prédire que ce greffe d'une société économiquement développée de classe sur leur société de type féodal ferait éclore des plantes vénéneuses dont cette canaille de Boumedienne est l'archétype!

Aujourd'hui, le marxisme est balayé par les réalités qui s'imposent à l'esprit humain. Le mal qu'il a fait, en particulier dans les pays décolonisés, n'est réparable que si l'on revient à un socialisme à l'échelle humaine, le socialisme libertaire. Un socialisme qui apréhende les problèmes, non pas à partir de livres que personne ne lit, mais à partir de situations particulières à chaque peuple, situations issues de l'histoire des saisons, des structures physiologiques des hommes qui doivent les assumer. L'important pour les pays de ces contrées ce n'est pas de participer à la guerre économique que se livrent l'Amérique, la Chine, la Russie, l'Europe, c'est que les hommes soient heureux, non pas en imposant la puissance de leur propre bourgeoisie, mais en marchant à leurs pas, vers un avenir qu'eux seuls peuvent et doivent déterminer.

Maurice JOYEUX